



EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

June 2021 | FR

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



La maison de la société civile organisée de l'Union européenne montre plus que jamais son importance

Chères lectrices, chers lecteurs,

Le mois de mai est traditionnellement celui du bilan des progrès accomplis en matière d'intégration européenne, et en même temps celui où l'on se tourne vers l'avenir.

Comme chaque année le 9 mai, nous avons célébré l'Europe au cours d'une journée ponctuée de multiples activités. Pour la deuxième année consécutive, nous avons organisé une édition totalement virtuelle de la Journée portes ouvertes de notre institution, l'occasion de présenter sa contribution précieuse au processus décisionnel européen et d'expliquer pourquoi, tout particulièrement en ces temps difficiles et éprouvants, les

organisations de la société civile jouent un rôle primordial et unique dans l'Union européenne.

La Journée de l'Europe marque la date de la déclaration Schuman, l'acte de naissance de ce qui est aujourd'hui, 71 ans plus tard, l'Union européenne; il s'agit avant tout d'une célébration de la paix et de l'unité en Europe. C'est l'occasion d'éprouver un sentiment d'être ensemble, d'appartenance à quelque chose qui nous dépasse. C'est aussi la possibilité, pour chacun d'entre nous, de réfléchir à ce que la solidarité a su bâtir jusqu'à présent, et à ce que nous pouvons espérer atteindre à l'avenir. Nous devons nous rappeler que les défis immenses qui se posent à nous en tant que société nous font obligation de travailler ensemble.

La Journée de l'Europe est également l'occasion de mener une réflexion sur les héros d'aujourd'hui: le personnel médical, les enseignants, les travailleurs sociaux, le personnel de nettoyage et tous ceux qui luttent contre les conséquences dramatiques de la pandémie, sans oublier les associations, les organisations et les ONG qui travaillent durement chaque jour en première ligne pour améliorer la vie des citoyens. En résumé, nous pensons à la société civile organisée dans son entièreté.

Lorsque nous évoquons les organisations de la société civile, nous parlons de nous, le CESE, la maison de la société civile organisée européenne, l'organe de l'UE qui donne une voix à toutes ces organisations et leur permet d'exercer une influence directe sur la législation de l'Union européenne.

Nous reconnaissons la valeur inestimable de leur contribution et c'est la raison pour laquelle le Comité met chaque année en lumière l'excellence dont font preuve certaines initiatives de la société civile grâce au **prix de la société civile**. L'édition 2021 sera essentiellement consacrée à l'action pour le climat et récompensera les projets efficaces, innovants et créatifs qui visent à promouvoir une transition juste vers une économie sobre en carbone et résiliente au changement climatique. Je vous encourage tous à examiner les conditions de candidature et à déposer la vôtre sans hésiter. La date limite est fixée au 30 juin 2021.

Le 9 mai dernier, nous nous sommes également penchés sur l'avenir, contribuant au lancement historique de la conférence sur l'avenir de l'Europe, qui rassemblera toutes les idées et visions pour notre continent. Cette manifestation est très importante, car elle permettra aux citoyens

d'exprimer leurs points de vue et de mener une série de dialogues en vue de façonner notre avenir européen commun.

Les institutions démocratiques de l'Union sont actuellement confrontées à un double défi: il s'agit de faire face à la crise économique et sanitaire, d'une part, tout en conservant le soutien des citoyens, d'autre part. Dans ce contexte, certains affirment que l'Union n'est pas à l'écoute de ses citoyens; ces dires mettent en évidence la nécessité de renforcer le dialogue et d'offrir à la société civile organisée en Europe un plus grand espace public pour avoir voix au chapitre.

Le rôle de notre institution n'a jamais été aussi fondamental: nous savons tous qu'il est essentiel de donner la parole à la société civile pour surmonter la période difficile que l'Europe traverse actuellement. La conférence sur l'avenir de l'Europe constitue dès lors une occasion immanquable pour la société civile de se mobiliser et de faire entendre sa voix et ainsi renforcer sa participation. Tel est précisément l'enjeu: la démocratie participative. Ces deux aspects vont de pair: il ne peut exister de démocratie sans participation et il n'y a pas de participation sans organisations de la société civile actives.

Le Comité a une responsabilité et joue un rôle fondamental dans la construction et l'entretien du socle sur lequel reposent nos démocraties: un dialogue civil qui soit aussi large et participatif que possible. Grâce à notre structure, les connaissances et l'expertise pratiques de nos membres, ainsi que notre rôle de lien entre les institutions européennes d'un côté, et le niveau le plus proche des citoyens de l'autre, nous sommes prêts à présenter les réponses les plus adéquates aux défis actuels de la société.

Les organisations de la société civile jouent plus que jamais un rôle capital en Europe, de leur participation à la relance au travail essentiel qu'elles accomplissent pour surmonter nos difficultés quotidiennes.

Aujourd'hui plus que jamais, le CESE change la donne.

Cillian Lohan

Vice-président du CESE chargé de la communication

À VOS AGENDAS

3 et 4 juin 2021, Bruxelles

Journées de l'ICE

10 juin 2021, Bruxelles

Manifestation de lancement organisée par le CESE dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe

7 et 8 juillet 2021, Bruxelles



dans les années à venir?

«UNE QUESTION À ...»

Dans notre rubrique «**Une question à ...**», nous demandons à des membres du CESE de répondre à une question d'actualité qui nous paraît particulièrement pertinente.

Pour l'édition des mois de mai et juin, nous avons demandé à **M. Laurențiu Plosceanu**, président de la section «Emploi, affaires sociales et citoyenneté», de nous faire part de ses réflexions sur les **questions sociales** abordées lors du sommet social de Porto, notamment dans le contexte des travaux que le **CESE** mènera à ce sujet **dans les années qui viennent**.

«Il n'y a pas de dimension sociale sans une solide base économique.»

Question de CESE info: *Les 7 et 8 mai derniers, les chefs d'État et de gouvernement et les partenaires sociaux ont participé au sommet social de Porto, qui a été salué comme un moment potentiellement historique pour l'engagement de l'Europe en faveur des droits sociaux. L'objectif était d'imprimer une dynamique politique forte à l'appui du socle européen des droits sociaux et de la mise en œuvre du plan d'action qui s'y rattache, le but étant de favoriser l'emploi et d'assurer l'égalité des chances et la protection sociale pour tous. À la lumière des conclusions de ce sommet et des questions sociales qui y ont été abordées, quelles sont selon vous les tâches les plus importantes qui attendent le CESE*



LAURENȚIU PLOSCEANU: «IL N'Y A PAS DE DIMENSION SOCIALE SANS UNE SOLIDE BASE ÉCONOMIQUE»

D'une certaine manière, nous sommes tous devenus prisonniers en cette période de «poly pandémie»: prisonniers de notre fragilité, de nos peurs, de nos espoirs, etc.

Après tout, le coronavirus a déclenché de multiples pandémies qui non seulement se superposent, mais se renforcent mutuellement dans leurs effets négatifs.

Dans ce contexte, le sommet social de Porto de mai 2021 marque un courageux pas en avant de la part des institutions européennes et des partenaires sociaux européens.

Nous disposons à présent d'une solide feuille de route qui devrait aider les États membres et l'UE à s'engager rapidement sur la voie de réformes structurelles de premier plan, d'investissements productifs, de la croissance, de la compétitivité, de l'emploi et d'un plus grand bien-être pour les citoyens de l'Union.

Il n'y a pas de dimension sociale sans une solide base économique. La compétitivité et l'augmentation de la productivité, ainsi qu'une santé et une sécurité fondées sur les compétences et les connaissances, constituent la clé qui permettra de maintenir le niveau de bien-être des sociétés européennes. La croissance économique et le bon fonctionnement du marché intérieur sont des conditions préalables au renforcement de la dimension sociale de l'UE. Le moment est venu de renforcer les atouts de notre système européen d'économie sociale de marché tout en corrigeant ses faiblesses.

Notre Europe est et a toujours été une Europe sociale. Notre économie sociale de marché constitue un modèle sur la scène mondiale, admiré par beaucoup et envié par certains. Nous disposons d'un vaste cadre en matière d'acquis social qui, tout en posant des principes fondateurs, aiguille, complète et coordonne les législations et politiques sociales des États membres.

Pour ce qui est de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, le plan d'action présenté par la Commission fournit des orientations utiles, y compris dans les domaines de l'emploi, des compétences, de la santé et de la protection sociale.

Toute initiative ou mesure incluse dans le plan d'action doit être prise à l'échelon approprié, en gardant à l'esprit et en respectant pleinement les compétences, les prérogatives et les rôles clairement définis assignés respectivement à l'Union européenne, aux États membres et aux partenaires sociaux en ce qui concerne la politique sociale et de l'emploi.

Cela implique de respecter scrupuleusement les principes de subsidiarité et de proportionnalité, les différents environnements socio-économiques ainsi que la diversité des systèmes nationaux, y compris le rôle et l'autonomie des partenaires sociaux.

Je salue tout particulièrement l'accent mis dans la déclaration de Porto et le plan d'action sur l'emploi et les compétences. La durabilité compétitive est au cœur de l'économie sociale de marché de l'Europe, comme indiqué dans l'introduction du plan d'action. Une économie forte et résiliente, fondée sur la mise en œuvre de politiques économiques saines à travers l'Europe et sur la libération du potentiel de productivité d'une main-d'œuvre innovante et qualifiée, constitue la seule base possible d'une dimension véritablement inclusive et sociale en Europe.

La double transition écologique et numérique nécessitera d'investir davantage dans l'éducation, la formation professionnelle, l'apprentissage tout au long de la vie, le renforcement des compétences et la reconversion professionnelle, c'est-à-dire d'adopter une approche pragmatique et plus pertinente de l'éducation et de l'acquisition de compétences.

Du point de vue de la section SOC, les priorités politiques et le plan d'action pour cette année sont conformes aux conclusions du sommet de Porto. Nous sommes déterminés à continuer de travailler dur et d'élaborer les avis nécessaires au nom des partenaires sociaux et des organisations de la société civile. Le CESE doit se montrer encore plus proactif pour défendre et préserver les valeurs de l'UE.

S'il est besoin d'une raison supplémentaire pour justifier que les États membres de l'UE coordonnent plus durablement et plus intensément leurs actions à l'échelle de l'Union afin de surmonter les crises, il suffit d'imaginer les conséquences qu'aurait l'adoption de mesures isolées dans un contexte de «poly pandémie». À défaut d'agir dans l'intérêt de l'intégration européenne, il convient au moins de reconnaître que les différents pays ne seraient pas en mesure d'apporter une meilleure réponse à cette crise en agissant isolément.

D'une certaine manière, nous sommes tous devenus prisonniers en cette période de «poly pandémie»: prisonniers de notre fragilité, de nos peurs, de nos espoirs, etc.

Nous devons nous libérer dès maintenant, par respect pour l'héritage de nos ancêtres et pour le bien de la prochaine génération.

Laurențiu Plosceanu

Président de la section SOC

NEW PUBLICATIONS



L'invité surprise

Chaque mois, nous vous invitons à découvrir notre invité surprise. Il s'agit d'une personnalité bien connue qui nous donne son point de vue sur l'actualité: une bouffée d'air frais pour élargir nos horizons, nous inspirer et nous rendre plus attentifs au monde d'aujourd'hui.

Dans notre numéro du mois de mai, nous avons le plaisir d'accueillir Norman Davies, l'historien bien connu, qui a aimablement accepté de s'entretenir avec CESE info. Éminent spécialiste de l'histoire européenne, notamment celle de la Grande-Bretagne, de la Pologne et de l'Europe centrale et orientale, Norman Davies est l'auteur de plusieurs ouvrages qui ont connu un vif succès, parmi lesquels l'on peut citer: *Une histoire de l'Europe*, *Histoire de la Pologne*, *Insurrection 1944*, *L'Europe en guerre 1939-1945* et *Microcosme: portrait d'une ville*

d'Europe Centrale. Norman Davies est également professeur invité au Collège d'Europe.

Né en 1939 à Bolton dans le Lancashire, Norman Davies étudie d'abord à l'école de Bolton, avant d'accéder au Magdalen College de l'université d'Oxford, puis de poursuivre son cursus sur le continent, notamment à Grenoble, Pérouse ou encore Cracovie. Ses années d'études lui donnent la perspective européenne qui est le fil conducteur de sa vie. Pendant de nombreuses années, il enseigne l'histoire à l'École des études slaves et d'Europe orientale de l'Université de Londres, mais il intervient aussi auprès des universités de Columbia, McGill, de Hokkaido, de Stanford, de Harvard, d'Adélaïde et de l'Université nationale australienne à Canberra.

Norman Davies est l'auteur de: *White Eagle, Red Star: the Polish-Soviet War, 1919-20* (1972, «Aigle blanc et étoile rouge: la guerre soviéto-polonaise de 1919-1920»), *God's Playground: A History of Poland* (1981, traduit en français: «Histoire de la Pologne»), *Europe: A History* (1996, «Une histoire de l'Europe», son plus grand succès), *The Isles: A History* (1998, «Une histoire des îles britanniques»), *Microcosm: Portrait of a Central European City* (avec Roger Moorhouse, 2002, traduit en français: «Microcosme: portrait d'une ville d'Europe Centrale»), *Rising '44, the Battle for Warsaw* (2003, «Insurrection 1944: la bataille pour Varsovie»), *Europe at War, 1939-45* (2006, «1939-1945: l'Europe en guerre») et *Vanished Kingdoms* (2011, «Royaumes disparus»). Ses livres sont traduits dans plus de vingt langues, et il participe régulièrement à des programmes radiodiffusés.

De 1997 à 2006, Norman Davies est chercheur surnuméraire au Wolfson College de l'université d'Oxford, où il est à présent professeur honoraire à l'Antony's College. Il est également titulaire de la chaire Unesco de l'université Jagellon de Cracovie. En 1997, il entre à la British Academy, puis en 2011, la Société savante du Pays de Galles. Il est décoré de l'ordre polonais de l'aigle blanc et compagnon de l'ordre britannique de Saint Michel et de Saint George pour son apport à la science historique. Il est docteur *honoris causa* de plusieurs universités en Grande-Bretagne et en Pologne, citoyen d'honneur de cinq villes, et membre à vie de Clare Hall et de Peterhouse à l'université de Cambridge.

Norman et Maria Davies partagent leur vie entre Oxford et Cracovie. Ils ont deux fils, Daniel et Christian. (ehp).



Sans cohésion, toute chose est promise à la désintégration

«Toute ma vie, le fossé entre les apparences et la réalité n'a cessé de m'intriguer. Les choses ne sont jamais tout à fait ce qu'elles semblent être» - Norman Davies.

CESE info: Occupée à préparer la conférence sur son avenir, l'Europe se trouve à un tournant de son histoire. À la faveur des évolutions qui ont eu lieu dans le sillage de la crise épidémique, on a assisté, notamment en Europe centrale et orientale, à l'émergence de certaines forces centrifuges qui peuvent remettre en question l'intégration européenne. Quelles observations formulez-vous à ce propos?

N.D.: En tant qu'historien, je commencerai par dire que nous nous trouvons toujours à un tournant. À tout instant, des choses changent, prennent d'autres directions que celles que nous avons escomptées. Parmi les changements qui se sont produits ces cinq dernières années en Europe occidentale, le plus important est assurément la sortie de l'Union européenne que le Royaume-Uni a opérée. Et, à mon avis, ce pays est en train de se désintégrer. Je pense que bientôt, il n'existera plus de «Royaume uni», quelque chose d'autre viendra le remplacer. En ce qui concerne l'Europe centrale, nous ne rendons pas du tout compte qu'une large partie de sa population n'était pas satisfaite des changements intervenus après 1989 et, bien entendu, nous arrivions pas à mettre un nom sur cette amertume. À l'époque, nous n'avions pas entendu parler de populisme. En outre, nous n'avions pas réalisé que les phénomènes qui avaient fait leur apparition en Pologne avaient des parallèles dans d'autres pays. En ce temps-là, nous n'avions à l'esprit ni président Trump, ni risque de Brexit. Aujourd'hui, nous savons que nous avons tort. Ces tendances populistes ont leurs pendants dans de nombreux pays. À l'heure actuelle, l'Union européenne elle-même, tout comme la stabilité internationale en général, sont largement remises en cause.

Concernant la question des forces centrifuges qui s'exercent au sein de l'Union, je ferai remarquer que ces mouvements, qui sont indéniables, ne se cantonnent pas aux alentours de la Hongrie et de la Pologne, mais qu'on peut les trouver jusqu'au cœur de la zone euro, où elles creusent un fossé entre les pays du Nord de l'Europe, plus prospères, et ceux du Sud, dont les économies présentent davantage de vulnérabilité.

CESE info: Évoquons maintenant la conférence sur l'avenir de l'Europe: à quel facteur l'Union européenne devrait-elle, selon vous, accorder la première place dans ces travaux?

N.D.: Le paramètre le plus important réside dans la culture de la coopération, qui bat en brèche l'idée, plus ancienne, que chaque nation est en droit de se régler sur cet «égoïsme sacré», comme les Français l'ont un jour baptisé, qui représentait jadis la norme. La Seconde guerre mondiale a montré toute la puissance destructrice que recelait, et que recèle encore, ce droit que s'arroge un pays de se comporter égoïstement

et de poursuivre ses «intérêts» nationaux sans égard pour les autres; la culture de la coopération, qui fait pièce à ces égoïsmes nationaux, constitue l'acquis le plus précieux de la Communauté européenne. Il est tout à fait évident que certains gouvernements ou groupes souhaitent en revenir à la seule poursuite de leur intérêt national, mais je suis profondément convaincu qu'ils se fourvoient. Pour reprendre cette vieille formule que nous avons en anglais: «Si nous ne voulons pas dépendre les uns des autres, nous nous retrouverons tous pendus côte à côte.» Telle est bien la clé qui explique la pérennité du mouvement européen et la longue période de paix dont nous avons joui.

CESE info: *Le président François Mitterrand et le chancelier Helmut Kohl sont de toute évidence deux personnalités politiques majeures de l'histoire. À votre estime, existe-t-il un duo de pays similaire au couple franco-allemand qui pourrait nous montrer la voie face aux égoïsmes nationaux? Qui, dans l'Union européenne, a la carrure pour être un dirigeant?*

N.D.: Je ne le vois pas: je pense que l'Union européenne a été dirigée de manière faible; comme nous avons pu le voir lors de la pandémie, qui n'a pas été bien gérée en Europe. Il est possible que le moteur franco-allemand ait joué un rôle essentiel dans les premiers temps du mouvement européen, voici 50 ans. Au sein de l'Europe des Six, la France et l'Allemagne étaient, de loin, les membres les plus importants – j'espère, en posant cette affirmation, ne pas être trop dur pour l'Italie –, et il était naturel que ces deux pays, qui avait mené le processus de la réconciliation d'après-guerre, aient été appelés à donner l'impulsion initiale au projet. Aujourd'hui, cependant, la situation a changé. Les États membres sont au nombre de vingt-sept et une cohésion accrue est nécessaire. Espérons qu'une équipe dirigeante va se lever qui viendra d'horizons différents et ne se résumera plus à un attelage franco-allemand. Il existe plusieurs bonnes raisons de formuler un tel vœu.

La France est l'un des pays les plus menacés par le populisme. Marine Le Pen est entrée en campagne, et la position politique de M. Macron n'est pas très assurée. Il est peu probable que la France soit à même d'impulser le mouvement. De même, l'Allemagne traverse une phase de fortes turbulences, avec le départ d'Angela Merkel. C'est ailleurs que l'Europe devra, très bientôt, se trouver un gouvernail efficace. À défaut, son avenir évoquera davantage le plateau d'invités d'une émission d'entretien-débat qu'un épisode d'une série d'action.

CESE info: *Que pensez-vous du rôle de la société civile dans le débat sur l'avenir de l'Europe? Le 19 avril 2021, la Commission et le Parlement européen ont lancé une plate-forme à l'intention des citoyens, en leur demandant de leur envoyer leurs questions sur les rêves qu'ils nourrissent concernant l'avenir de l'Europe. À votre avis, quelle fonction peuvent-ils assumer dans ce débat?*

N.D.: La société a bien évidemment son rôle à jouer, mais elle donne naissance à des milliers d'avis différents et elle ne pourra jamais déboucher par elle-même sur une action efficace. Il est nécessaire qu'elle soit emmenée par des responsables politiques, qui comprennent les peurs et les aspirations de la population, car à défaut d'être guidée de la sorte, elle sera elle-même victime des imposteurs et des extrémistes. Il est certes bénéfique de sonder les citoyens mais le jeu politique exige bien plus que cette consultation. La société doit être inspirée et mobilisée par des dirigeants dynamiques, des partis, des mouvements et, bien entendu, de bonnes idées.

CESE info: *Selon vous, sur quels résultats la conférence sur l'avenir de l'Europe pourrait-elle déboucher? Y a-t-il une chance que des progrès puissent être engrangés sous la présidence française? Vous rappelez-vous l'enchaînement des événements après la convention européenne de 2002-2003, présidée par le président Giscard d'Estaing, qui avait produit une Constitution européenne pour ne finalement aboutir, en 2005, qu'au «non» des électeurs français et néerlandais?*

N.D.: Je suis un historien, pas un devin. Que nous réserve l'avenir? Je suis incapable de le prédire mais, d'une manière générale, les conférences ne sont pas des instances décisionnelles, sauf si elles revêtent un caractère exécutif, comme celles de Yalta ou de Potsdam, qui ont pris de grandes décisions sur le plan international. La plupart du temps, elles peuvent en revanche donner le ton, définir un climat politique, une atmosphère, motiver leurs participants, ou les décourager au contraire. On peut espérer qu'un rendez-vous de ce genre, s'il se passe bien, améliore l'état d'esprit général, et qu'il incite les responsables politiques à engager une action, mais il est rare qu'à lui seul, il parvienne à produire un tel résultat.

Oui, je me souviens bien de M. Giscard d'Estaing, il était originaire d'un village d'Auvergne où je comptais moi-même plusieurs excellents amis. Toutefois, peut-on accuser la convention d'être responsable de l'échec de la Constitution de l'Union européenne? Il est imputable à bien d'autres raisons: d'aucuns, à la maison, ont négligé de faire leurs devoirs!

CESE info: *Le 1^{er} mai, nous avons fêté le dix-septième anniversaire de l'élargissement de l'Union européenne à dix nouveaux États membres, et trois autres s'y sont ajoutés par la suite. Dix-sept ans après ces adhésions, quel regard portez-vous sur ce processus?*

N.D.: Le grand élargissement était porteur de toutes sortes d'espéros éminents: on pensait que cette paix et cette prospérité que l'Europe occidentale avait eu la chance de goûter depuis 30 ou 40 ans allaient se répandre jusqu'à l'autre bout du continent – au demeurant, ces attentes se sont réalisées à bien des égards. De même, il est très difficile de se dire que certains pays qui avaient voté pour l'élargissement, pour une adhésion à l'Union européenne qui bénéficiait d'un soutien massif de la part de leur population, sont à présent dotés de gouvernements qui professent les convictions inverses. J'ai évoqué ci-dessus cette culture de la coopération, qui est l'antithèse des égoïsmes nationaux, mais personne n'a retenu la leçon.

CESE info: *Citoyen britannique, vous vivez désormais dans un pays tiers. Quelles leçons l'Europe peut-elle tirer du Brexit?*

N.D.: J'aimerais le savoir. À mes yeux, le Brexit a été une terrible erreur, et il détruira probablement le pays dans lequel je suis né. Par ailleurs, j'ai également la citoyenneté de la Pologne et ma femme est polonaise. Nous avons un pied dans chacun des deux camps. Comme je le dis toujours à mes amis polonais, la situation de leur pays est peut-être mauvaise, mais elle n'est pas aussi chargée de menaces que celle de la Grande-Bretagne. La Pologne ne va se désintégrer dans un quelconque avenir proche, alors que le Royaume-Uni va vraisemblablement connaître ce sort. Voici quelques jours, j'ai donné une conférence en ligne pour un public de la ville d'Armagh, en Irlande du Nord; la tendance qui se dessine dans cette région du pays est d'aller vers une réunion avec la République d'Irlande. Le Brexit a brisé le lien qui nous attachait à l'UE mais il est également en passe de détruire l'union de l'Angleterre avec l'Irlande du Nord et l'Écosse, ainsi que, le temps venu, avec le Pays de Galles. Sa force motrice, d'emblée, a été celle d'un nationalisme anglais étriqué, et il débouchera sur une Angleterre appauvrie et affaiblie, privée du soutien des autres nations qui sont nos voisines sur nos Îles britanniques. Sans cohésion, toute chose est promise à la désintégration. Je pense que ces mouvements populistes sont tous en train, comme on dit, de «scier la branche sur laquelle ils sont assis», d'ourdir leur propre malheur. Pour l'instant, je n'arrive pas à discerner dans quel sens les choses évoluent dans l'Union européenne, la seule que je puis dire étant qu'elle est confrontée à des tas de problèmes. Avant le Brexit, nous avons eu droit à une course à l'abîme entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Maintenant qu'il a quitté l'Union, je sais que le royaume a remporté cette lamentable compétition: il est probable qu'il s'effondrera avant qu'elle ne le fasse. Depuis mon territoire insulaire, le regard que je porte sur l'Europe est assez envieux, car ses problèmes sont moins aigus que les nôtres.

EESC info: *Pouvons-nous suivre le rythme que le président Joe Biden imprime au changement et aux réformes aux États-Unis? Pensez-vous qu'il peut avoir des conséquences pour l'Union européenne?*

N.D.: Eh bien, ma réponse sera oui. La défaite de Donald Trump représente le coup le plus puissant qui ait été assené au populisme ces dix dernières années. Trump était le parangon de tous les populistes de la planète, l'idole de certains gouvernements européens, qui adoraient la manière dont il qualifiait, et disqualifiait, l'ordre en place, et il se trouve qu'il a été battu. Biden est arrivé, et il s'en tire étonnamment bien. Les délais sont serrés, et il est difficile de savoir s'il va ou non connaître une réussite éclatante. Je ne puis que lui souhaiter bon vent. Comme vous le savez, le monde occidental, c'est-à-dire l'Europe plus l'Amérique du Nord, constitue un seul et même bloc du point de vue de la politique et de la civilisation, et dans cet ensemble, les États-Unis représentent le pays qui est le plus grand et le plus fort. Tout événement qui survient en Amérique a des répercussions sur nous tous .

CESE info: *Ma dernière question: qu'avez-vous en chantier? Serait-ce un nouveau livre?*

N.D.: J'ai toujours un nouveau livre en chantier... Je peux même en mentionner deux. Le premier paraîtra dans quelques jours à Londres, aux éditions Penguin Books: il s'agit d'une biographie du roi George II et il a pour sujet l'«histoire continentale» de ce monarque britannique dont le règne s'étend de 1727 à 1760 et que j'appelle «George Auguste». Il a présidé aux destinées d'un État composite, formé de trois éléments: le royaume de Grande-Bretagne, celui d'Irlande, et l'électorat de Brunswick-Lunebourg, en Allemagne, plus connu sous la dénomination de Hanovre. Il fut tout à la fois un prince-électeur influent au sein du Saint-Empire romain germanique et un souverain du Royaume-Uni, qu'il a gouverné durant de longues années, à l'époque où le pays s'est hissé au rang de première puissance navale mondiale tout en devenant le chef de file de la traite des esclaves. La plupart des Britanniques n'ont pas conscience qu'un de leurs rois ait pu diriger, en parallèle, un État situé sur le continent. C'est pour cette raison que j'ai rédigé ce petit ouvrage, qui devrait faire l'effet d'une petite bombe éditoriale.

Maintenant que j'en ai terminé avec George Auguste, je mets la dernière main à une histoire de la Galicie austro-hongroise, l'un de ces «royaumes disparus», qui ont été balayés de la scène. Avant 1918, la Galicie, dont le territoire se situait à cheval entre la Pologne et l'Ukraine actuelles, abritait trois grandes communautés, les Polonais, les Ukrainiens et les Juifs, mais après son démembrement, son souvenir a été déformé par les préjugés nationaux. Les Polonais qui écrivent à son propos font comme si elle avait été polonaise, les Ukrainiens comme si elle était essentiellement ukrainienne, et les historiens juifs donnent parfois l'impression que elle formait une autre planète, juive. Pour moi, on ne peut reconstruire une image exacte de la Galicie historique qu'en combinant ces trois composantes et en les replaçant dans le contexte autrichien, et, pour essayer de parvenir à ce résultat, je tire abondamment parti des archives et mémoires de l'époque.

CESE info: *Merci beaucoup!*

N.D.: Merci beaucoup à vous aussi, tout le plaisir fut pour moi!



Herman van Rompuy: Le vieux poète parle doucement

Nous avons le plaisir de poursuivre la publication de la série de haïkus, sous le titre commun "Le vieux poète parle doucement", qui nous a été offerte par leur auteur Herman van Rompuy, ancien président du Conseil européen.

Le vieux poète parle doucement

Un fils du soleil

Le froid de mai ne s'habitue pas

La chaleur fait déjà signe

xxx

Arbres en fleurs

Repères dans le brouillard

Mystère blanc-grisâtre

xxx

Chaque pays est différent

Mais le ciel et les nuages

Couvrent tout

NOUVELLES DU CESE



[Le CESE lance le prix de la société civile 2021, consacré cette année à l'action pour le climat](#)

Le CESE récompensera jusqu'à cinq projets dans le domaine du climat qui illustrent l'inestimable contribution de la société civile à la réalisation de la neutralité climatique

Le Comité économique et social européen (CESE) a ouvert les candidatures pour l'édition 2021 de son prix de la société civile, consacré cette année à l'action pour le climat. Le CESE sélectionnera les lauréats parmi les initiatives créatives et innovantes qui visent à promouvoir une transition juste vers une économie sobre en carbone et résiliente face au changement climatique.

Toutes les organisations de la société civile officiellement enregistrées dans l'Union européenne et agissant au niveau local, régional, national ou européen peuvent déposer leur candidature. Le concours est également ouvert à toute personne résidant dans l'UE. Pour être admissibles, les initiatives et projets doivent être mis en œuvre sur le territoire de l'Union.

Les projets doivent être achevés ou toujours en cours.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30 juin 2021 à 10 heures (heure de Bruxelles).

Un montant total de **50 000 EUR** sera attribué à cinq lauréats au maximum. La cérémonie de remise des prix devrait avoir lieu lors de la session plénière du CESE des 8 et 9 décembre 2021 à Bruxelles, si la situation sanitaire le permet.

Première institution de l'Union européenne à avoir offert une tribune à Greta Thunberg au début du mouvement mondial de grève pour le climat mené dans le cadre des «vendredis pour l'avenir», le CESE a toujours été un fervent défenseur d'une action climatique où ce sont les acteurs du terrain qui sont à la manœuvre, et a toujours insisté sur le rôle important que jouent ces organisations et ces individus pour concrétiser la transition vers la neutralité climatique. Ces acteurs jouent un rôle essentiel pour faire évoluer les normes et les comportements, inscrire les économies locales dans des modèles plus écologiques et guider la transition vers des sociétés neutres en carbone au niveau local ou régional.

Dans ses travaux, le CESE a souligné à plusieurs reprises que la réussite du pacte vert pour l'Europe, dans le cadre duquel l'Union européenne s'est engagée à atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050, dépend de l'action et de l'engagement de tous les acteurs. Le pacte européen pour le climat, l'une des initiatives phares du pacte vert, doit s'attacher à encourager les citoyens à faire partie de la solution plutôt que du problème, en leur donnant les moyens de transformer les systèmes qui nous ont conduits au bord de la crise climatique.

En consacrant son prix emblématique à ce thème essentiel, le CESE souhaite mettre à l'honneur et promouvoir les efforts que les acteurs non étatiques ont déployés jusqu'à présent dans le domaine du climat. Il entend de même encourager les projets en cours et en inspirer de nouveaux, soulignant ainsi la contribution que les organisations de la société civile et les individus peuvent apporter au pacte vert pour

l'Europe.

Pour être admissibles, les projets doivent couvrir au moins l'un des sujets énumérés dans notre communiqué de presse, disponible [ici](#).

La liste complète des conditions de participation et le formulaire de candidature en ligne sont disponibles sur notre site internet à l'adresse suivante: <http://www.eesc.europa.eu/civilsocietyprize/>. (II)



Le CESE au Sommet social de Porto: mettre les citoyens au cœur de toute action!

Le Comité économique et social européen (CESE) entend participer activement aux efforts européens conjoints visant à traduire les principes du socle européen des droits sociaux en actions concrètes, ainsi qu'à construire une Europe plus juste et plus prospère pour tous.

Prenant part à la conférence de haut niveau du Sommet social de Porto organisé par la présidence portugaise de l'UE le 7 mai, les représentants du CESE ont exprimé l'engagement du Comité à favoriser la reconstruction économique et sociale en plaçant les citoyens au cœur des politiques.

Le CESE collaborera avec les autres institutions européennes, les États membres et les citoyens pour atteindre les objectifs fixés par le plan d'action du socle européen des droits sociaux. Il s'agit notamment de stimuler l'emploi, de renforcer l'éducation et de réduire la pauvreté et l'exclusion sociale.

*«Par nos actions, nous pouvons assurer le rétablissement de l'Europe, mais nous pouvons aussi être plus ambitieux, et lui permettre de prospérer! Pour ce faire, nous devons créer les conditions d'une prospérité de l'Union génératrice d'emplois», a déclaré **Christa Schweng, présidente du CESE**. «Nous devrions également veiller à ce que tous les citoyens soient soutenus et dotés des compétences qui les aideront au travail et dans leur vie en général, afin qu'ils puissent se tourner vers l'avenir avec confiance. Vous pouvez compter sur notre engagement à démontrer que l'UE et les États membres peuvent agir et interagir avec leurs citoyens et améliorer leur vie, en ne laissant personne de côté.»*

Outre sa présidente, la délégation représentant le CESE au Sommet comptait également les présidents des trois groupes: **Stefano Mallia (groupe des employeurs), Oliver Ropke (groupe des travailleurs) et Seamus Bolland (Diversité Europe)**.

La délégation du CESE a participé aux sessions de travail du sommet axées sur des thèmes correspondant aux objectifs proposés dans le plan d'action: 1) Travail et emploi; 2) Compétences et innovation; et 3) Bien-être et protection sociale

Considéré comme un moment charnière de la présidence portugaise de l'Union, le Sommet social de Porto réunissait pour la première fois autour d'une même table les partenaires sociaux et les institutions

européennes, pour tenter de dégager un accord sur ce que devrait être l'avenir de l'Europe sociale.

Sa conférence de haut niveau a surtout cherché à définir la meilleure façon de mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux, annoncé en 2017 par l'Union européenne lors du sommet de Göteborg. Le socle se compose d'un ensemble de 20 principes qui devraient contribuer à construire une Europe plus forte, plus juste et plus inclusive, qui garantit l'égalité des chances à tous ses citoyens. (II)



Saisissons-nous de cette occasion, attendue depuis si longtemps!

Déclaration de Christa Schweng, la présidente du CESE, à l'occasion du lancement de la conférence sur l'avenir de l'Europe

En ce jour où est donné le coup d'envoi de la conférence sur l'avenir de l'Europe, j'invite les citoyens à prendre part à cette entreprise historique, et je voudrais également lancer un appel aux décideurs politiques, pour qu'ils nous donnent l'assurance de tirer tout le profit possible des messages que la population nous envoie.

Cette conférence constitue un exercice tout à fait singulier de démocratie participative. Pour qu'elle soit couronnée de succès, nous devons nous employer à susciter une mobilisation qui vienne de la base. Il nous faudra atteindre l'homme et la femme de la rue, aux quatre coins de l'Union

européenne, et écouter le message qu'ils veulent nous communiquer. Nous devons dialoguer aussi bien avec des personnes déjà convaincues qu'avec celles qui sont réticentes à l'égard de l'Union.

Nous mettre ainsi à l'écoute de la population ne représente toutefois qu'une première étape. Les idées exprimées lors des manifestations de la conférence devraient aboutir à des recommandations d'action concrètes de la part de l'Union européenne. Concernant les contours à donner au débat, j'opterais de même pour une approche terre à terre. Plutôt que de nous lancer dans des controverses philosophiques éthérées qui n'ont aucune chance de déboucher sur un quelconque consensus, il me paraît préférable de parvenir à des conclusions certes moins ambitieuses, mais acceptables pour tout un chacun.

En outre, il est nécessaire que les progrès accomplis soient mesurables. Je suis favorable à l'élaboration d'un «tableau de bord», sur lequel les citoyens pourront effectuer un suivi des mesures nées de la conférence. Ils doivent pouvoir se faire une idée précise de la situation et il est indispensable de leur fournir un calendrier concernant les thèmes sur lesquels ils auront œuvré. Il y a lieu que les institutions expliquent clairement pourquoi elles donnent suite à telle ou telle proposition ou se refusent à le faire.

L'avenir de l'Europe exige également que nous écrivions un nouveau récit positif. Nous avons à prouver que l'Europe est un endroit privilégié où habiter et s'épanouir, offrant à chacun la possibilité de vivre la vie qu'il

souhaite, sur la base de valeurs décidées de concert. Les citoyens des États-Unis sont fiers de leur rêve américain: j'ai la conviction qu'il est temps que les Européens commencent enfin à apprécier leur propre mode de vie et profiter des avantages qu'il apporte.

Le CESE continuera à contribuer activement à la conférence, par les manifestations qu'il organise et en mobilisant, dans toute l'Europe, les organisations de la société civile. Nous avons l'espoir que notre voix résonnera haut et clair. Si nous voulons vraiment ramener le projet européen au plus près du citoyen, c'est la société civile qui doit être aux commandes!



[Le sommet social de Porto, moment charnière pour l'Europe](#)

Le 28 avril, le **Comité économique et social européen (CESE)** a procédé à un échange de vues avec **Nicolas Schmit, commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux**, sur le plan d'action en faveur du socle européen des droits sociaux, ainsi que sur le sommet social de Porto au cours duquel ce plan devait être examiné au plus haut niveau.

À l'occasion de ce débat, qui a eu lieu lors de sa session plénière organisée en mode virtuel, le CESE a également présenté et adopté une résolution, intitulée «La société civile européenne en partenariat pour notre avenir durable», sur sa contribution au sommet de Porto.

Dans ce texte, il affirme que le sommet pose un jalon essentiel et qu'il constitue «une occasion de démontrer que l'Union et ses États membres agissent de concert avec leurs citoyens, pour leur bien-être, en ne

laissant personne de côté».

Selon le CESE, le plan d'action en faveur du socle européen des droits sociaux ne pouvait être présenté à un moment plus opportun, dans le contexte de la reprise de l'après-pandémie. Grâce à l'engagement de la société civile, tous les citoyens, y compris les plus vulnérables, doivent être en mesure de prendre part à la vision développée par le socle européen des droits sociaux et sa mise en œuvre future, d'y adhérer et d'y trouver de l'espoir.

Le CESE a invité les États membres et les institutions européennes à agir sur plusieurs fronts, s'agissant notamment de renforcer la résilience sociale des économies européennes et de stimuler la croissance économique et la création d'emplois.

«Ce sommet», a déclaré **Christa Schweng**, la présidente du CESE, «constitue un pas dans la bonne direction s'agissant de placer les citoyens au cœur des politiques de l'Union européenne. Au travers de ses travaux, le CESE entend contribuer à la reprise et à préparer au mieux les sociétés et les économies à devenir plus vertes et numériques, en tirant parti des idées et des recommandations de la société civile

organisée.»

Qualifiant le plan d'action de «plan pour les citoyens», **M. Schmit** a ajouté qu'il avait été conçu pour améliorer les conditions de vie et de travail des groupes les plus défavorisés et les plus vulnérables de la société, tels que les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes handicapées. L'initiative entend mettre l'accent sur la promotion d'un environnement plus social et sur l'investissement dans les ressources humaines, en tant que préalable obligé pour la compétitivité et l'innovation.

«Les économies ne seront prospères et les transitions numérique et verte ne seront couronnées de succès que si les citoyens jouissent d'un état de santé satisfaisant et bénéficient d'une éducation et d'une formation suffisantes. Nous voulons mettre en évidence, a-t-il encore affirmé, que notre modèle social ne constitue pas un fardeau, mais représente un de nos traits distinctifs et un atout grâce auquel nous avons pu, mieux que d'autres régions dans le monde, faire face à la pandémie», a expliqué M. Schmit.

Il a toutefois souligné que la Commission, étant pleinement consciente de la répartition des compétences entre le niveau national et celui de l'Union européenne, n'avait aucunement l'intention de légiférer dans des domaines qui ne relèvent pas de ses attributions. Cette observation s'applique en particulier en ce qui concerne la manière d'atteindre les objectifs fixés, qui est du ressort des gouvernements nationaux. (II)



[Le CESE est favorable à une Union européenne de la santé solide et inclusive](#)

Le **Comité économique et social européen (CESE)** a arrêté une position ferme en faveur de la mise en place d'une Union européenne de la santé, invitant l'UE et les États membres à répondre à la demande des Européens de placer la santé au rang des priorités.

Selon des enquêtes récentes, pas moins de 66 % des Européens souhaiteraient que l'UE ait davantage son mot à dire sur les questions de santé, et plus de la moitié d'entre eux sont favorables à ce que la santé publique devienne la première priorité de l'Union sur le plan des dépenses.

Dans un avis adopté lors de sa session plénière d'avril, le CESE a dès lors salué le train de mesures de la Commission européenne sur une Union européenne de la santé, qui constitue le point de départ pour garantir à tous les Européens le droit à des soins de santé de qualité. Ainsi, des soins de santé de qualité seront garantis et accessibles à tous les citoyens de l'UE, indépendamment de leur statut social et économique ou de leur pays ou lieu de résidence, ce qui n'est toujours pas le cas à l'heure actuelle.

Même si le train de mesures de la Commission, présenté en novembre, est principalement axé sur l'amélioration de la prévention et de la gestion des menaces transfrontières pour la santé et des éventuelles futures pandémies, il représente, selon le CESE, «une nouvelle évolution importante» qui devrait amorcer un changement systémique allant au-delà de la simple gestion de crise.

Christa Schweng, présidente du CESE, a fait part de ses observations concernant la position du Comité: «Ces initiatives sont les premiers pas qui nous mèneront vers la véritable Union européenne de la santé dont nous avons besoin, au sein de laquelle tous les États membres de l'UE œuvrent de concert pour améliorer la prévention, le traitement et le suivi des maladies. Une telle Union permettrait aux pays de l'UE d'être préparés à toute future crise sanitaire et de la gérer ensemble. Les mesures prises dans ce domaine doivent également prendre en compte les points de vue de la société civile et des partenaires sociaux, qui ont joué un rôle déterminant dans la protection des droits et leur promotion pendant la pandémie.»

Ioannis Vardakastanis, le rapporteur de l'avis, a affirmé: «Notre message est simple: les citoyens de l'Union estiment qu'il convient d'accorder la priorité à la santé publique, au niveau tant européen que national; nous devons donc renforcer le rôle de l'UE en la matière». Il a également souligné que la pandémie avait mis en évidence la nécessité de modifier la manière dont nous considérons les soins de santé, en montrant clairement qu'ils ne peuvent pas être traités comme une simple marchandise.

Comme l'a fait valoir le CESE dans son avis, pour que la future Union européenne de la santé soit un succès, il est essentiel d'améliorer aussi bien les conditions de travail des professionnels de la santé, notamment pour ce qui est de la rémunération et des incitations à se maintenir dans ce secteur, que leur santé et leur sécurité.

L'Union de la santé devrait mettre l'accent sur les maladies non transmissibles, puisque l'actuelle pandémie a mis en évidence la «relation toxique» entre celles-ci et les maladies transmissibles. Il convient également de prêter attention à la santé mentale. (II)



[Un nouveau récit pour l'Europe – La résolution du CESE sur la conférence sur l'avenir de l'Europe](#)

Lors de sa session plénière d'avril, le CESE a adopté une résolution sur la conférence sur l'avenir de l'Europe dans laquelle il plaide pour «un nouveau récit ancré dans les réalités de la vie quotidienne» afin de rétablir les liens et de nouer le dialogue avec les citoyens européens. Pour réaliser cet objectif, il faut associer la société civile organisée et lui donner un rôle majeur à jouer.

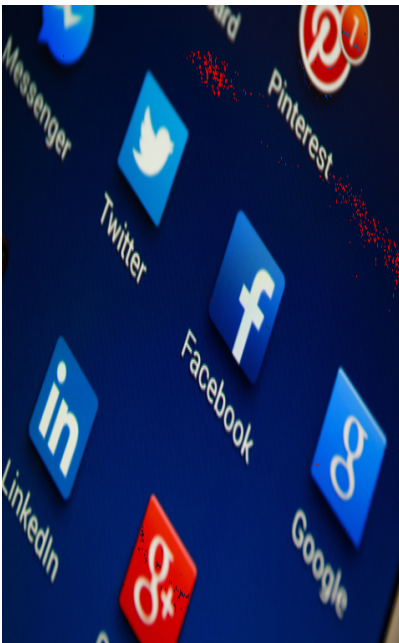
La résolution intitulée [Un nouveau récit pour l'Europe](#) contient une série de recommandations visant à tirer le meilleur parti de l'occasion offerte par la prochaine conférence sur l'avenir de l'Europe pour concevoir un avenir plus prospère, plus durable et plus équitable pour l'UE. Christa SCHWENG, présidente du CESE, a insisté sur l'importance d'obtenir des résultats tangibles: «Des progrès concrets et mesurables doivent être accomplis, la conférence ne doit pas être uniquement le théâtre de discussions non contraignantes; en d'autres termes, les idées exprimées au cours de la conférence devront aboutir à des

recommandations concrètes en vue d’actions de l’Union européenne», a-t-elle déclaré.

M^{me} Schweng a également répété que l’UE devait impérativement renforcer son appropriation par les citoyens: «L’avenir de l’Europe a besoin d’un nouveau récit qui soit positif. Nous devons prouver et rappeler à tous que l’Europe est un lieu idéal pour vivre et prospérer. De plus, la voix de la société civile organisée ne doit pas être mise au second plan: si nous voulons réellement rapprocher le projet européen des citoyens, la société civile doit être aux commandes».

Entre autres aspects, la résolution souligne la nécessité d’une «reprise juste et durable après la crise de la COVID-19, afin d’ouvrir la voie à une société plus inclusive et de renforcer la compétitivité à long terme». Le texte reconnaît également que la double transition écologique et numérique est «primordiale» et qu’il importe de saisir l’occasion qu’offre la conférence sur l’avenir de l’Europe pour moderniser et transformer ses secteurs industriels et leurs chaînes d’approvisionnement, afin qu’ils restent compétitifs dans une économie mondiale à faibles émissions.

En résumé, la conférence sur l’avenir de l’Europe devrait constituer le vecteur introduisant des changements durables dans l’Union européenne, y compris une participation plus importante et décisive des citoyens et de la société civile organisée dans la sphère publique européenne. (dgf)



«Un élément de solution»: le CESE donne son feu vert aux propositions législatives de l’UE destinées à maîtriser les grandes entreprises technologiques

Le CESE estime que la législation sur les marchés numériques (DMA) et la législation sur les services numériques (DSA), proposées par la Commission européenne pour réduire le pouvoir croissant des géants du numérique en Europe, sont adaptées à leur finalité, à condition qu’elles aillent de pair avec une taxation des entreprises technologiques, une amélioration des conditions de travail pour les travailleurs des plateformes et une gouvernance des données.

Lors de sa session plénière d’avril, le CESE a adopté un ensemble d’avis dans lesquels il s’est notamment prononcé en faveur de la législation sur les marchés numériques et de la législation sur les services numériques proposées par la Commission européenne pour relancer la concurrence sur l’internet.

La **législation sur les marchés numériques** est un acte législatif attendu depuis longtemps. «Depuis plus de dix ans, les représentants de l’Union européenne réclament des conditions de concurrence équitables avec les grandes plateformes en ligne», a déclaré **Émilie Prouzet**, rapporteure de l’[avis du CESE sur cette loi](#). Et de continuer: «Par cette législation, la Commission européenne introduit un processus conçu spécialement pour ces acteurs de très grande taille. Et nous soutenons la plupart de ses propositions, car elles constituent une solution positive pour l’Europe. La législation sur les marchés numériques encadre les

contrôleurs d'accès en ligne. Elle n'a pas d'autre mission, mais c'est déjà beaucoup!»

S'il soutient la législation sur les marchés numériques en tant que telle, le CESE insiste néanmoins sur la nécessité de compléter cet écosystème juridique par des réglementations portant sur d'autres questions cruciales liées à l'économie numérique.

Le Comité s'engage à surveiller très attentivement la législation prévue pour couvrir la taxation des grandes entreprises technologiques, les conditions de travail des travailleurs des plateformes, la protection des consommateurs sur les marchés mondiaux, ainsi que d'autres questions épineuses qui doivent être abordées pour garantir que tous — consommateurs, travailleurs et entreprises — puissent en tirer des avantages.

Le CESE est également favorable, dans l'ensemble, à la **législation sur les services numériques**, conçue pour réglementer les services qui façonnent et transforment la manière dont les citoyens communiquent, se connectent, consomment et font des affaires.

De l'avis du CESE, il est important de soutenir les efforts déployés par la Commission pour maintenir des règles uniformes dans l'ensemble du bloc européen, qui s'emploie à mettre en place une législation «adaptée à l'ère du numérique», car ces avancées permettront à l'Europe de peser davantage sur la scène mondiale.

«Nous devons éviter que le marché intérieur ne soit fragmenté par une prolifération de règles et réglementations nationales susceptibles de fragiliser le système et d'empêcher toutes les entreprises européennes de bénéficier d'un marché unique solide», a déclaré **Gonçalo Lobo Xavier**, rapporteur de l'[avis du CESE sur cette loi](#).

Le CESE fait valoir que l'existence de règles communes offre également une occasion à l'Europe d'établir des normes mondiales garantissant aux consommateurs un niveau élevé de sécurité et de protection pour les biens et les contenus en ligne, comme l'a fait le RGPD dans le domaine de la protection des données.

Alors que les données deviennent le «nouvel or noir» d'une économie de plus en plus numérique, la Commission européenne agit et adopte des mesures visant à encourager un partage sûr des données dans le cadre de règles communes à toute l'Europe.

Le CESE soutient vivement le règlement sur la **gouvernance des données**.

«Cette législation offre une possibilité très intéressante de promouvoir une voie européenne en matière de numérisation, sachant que l'UE est actuellement la seule organisation mondiale à réfléchir sérieusement et précisément à la manière de gérer les données numériques», a déclaré **Giuseppe Guerini**, rapporteur de l'[avis du CESE sur la proposition relative à la gouvernance des données](#). «Nous ne souhaitons pas nous engager sur la voie d'une libéralisation excessive, et nous entendons également nous assurer que les données ne soient pas utilisées à des fins auxquelles les citoyens ne souscrivent pas. Nous encourageons la Commission européenne à continuer dans cette direction, et à apporter le soutien nécessaire à la mise en œuvre de ce système de gouvernance des données». (dm)



La nouvelle stratégie de cybersécurité de l'UE est un pas dans la bonne direction

Le Comité économique et social européen a accueilli favorablement le nouveau train de mesures proposées par l'UE en matière de cybersécurité, tout en relevant des faiblesses dans la lutte contre l'énorme déficit de compétences que connaît l'Europe dans ce domaine. De l'avis du CESE, les entités critiques ont également besoin d'une rationalisation et d'une simplification des règles, et de lignes directrices plus claires pour les mettre en œuvre.

Dans un avis adopté lors de sa session plénière d'avril, le CESE a salué la nouvelle stratégie de cybersécurité de l'UE, qu'il considère comme une avancée positive en direction d'une protection des gouvernements, des citoyens et des entreprises contre les cybermenaces et d'une préservation de la croissance économique – un domaine dans lequel l'UE

semble très vulnérable, puisque l'impact économique de la cybercriminalité est estimé à 0,84 % du PIB, contre 0,78 % en Amérique du Nord.

Le CESE souligne cependant qu'il existe une pénurie grave de compétences en matière de cybersécurité en Europe et que la stratégie ne suffira pas pour la combler. La demande de spécialistes en cybersécurité a augmenté ces dernières années et a explosé depuis le début de la pandémie.

Pourtant, le nombre de postes disponibles est bien supérieur au nombre de candidats: d'ici à 2022, il devrait y avoir dans l'UE au moins 200 000 emplois vacants dans le domaine de la cybersécurité.

«Il est clair que l'Union a besoin de toute urgence de spécialistes de la cybersécurité bien formés, travaillant à la fois dans le secteur privé et dans le secteur public, pour assurer la sécurité des particuliers, des entreprises et de l'UE», a déclaré **Philip von Brockdorff**, rapporteur de l'[avis du CESE sur la stratégie](#). «C'est la raison pour laquelle le CESE recommande vivement l'élaboration de parcours de carrière harmonisés en cybersécurité afin de contribuer à combler le déficit croissant de compétences dans l'ensemble de l'UE.»

Les États-Unis ont mis au point un [outil de sélection de parcours de carrière en cybersécurité](#) afin d'aider les personnes qui envisagent une carrière dans ce domaine à choisir, bâtir et suivre un parcours de carrière pertinent. Le CESE suggère que l'Union élabore son propre outil de parcours de carrière en cybersécurité afin de contribuer à la formation d'une main-d'œuvre européenne dotée de compétences comparables en la matière, mobile internationalement, et capable de répondre à la demande dans ce secteur à forte croissance dans l'ensemble de l'Union.

Dans un deuxième avis adopté lors de la session plénière d'avril, élaboré par **Maurizio Mensi**, le CESE a accueilli favorablement les deux propositions de la Commission visant à accroître la résilience des entités critiques publiques et privées face aux menaces informatiques et physiques, soulignant la nécessité de renforcer l'industrie et la capacité d'innovation de manière inclusive au moyen d'une stratégie fondée sur quatre piliers: la protection des données, les droits fondamentaux, la sécurité et la cybersécurité.

Toutefois, dans un souci de rationalisation et de simplification, le Comité demande que les deux propositions soient regroupées en un seul texte, étant donné qu'elles sont étroitement liées et complémentaires (l'une se concentre principalement sur la cybersécurité et l'autre sur la sécurité physique) et que certaines dispositions se recoupent.

En ce qui concerne le champ d'application, le Comité souligne que des lignes directrices spécifiques et plus claires sont nécessaires pour définir précisément les entités «critiques» couvertes par la proposition de directive. À ce propos, **M. Mensi** a déclaré: «Il convient de définir plus précisément les critères permettant de distinguer les entités “essentiels” des entités “importantes” dans les secteurs considérés comme critiques pour l'économie et la société. Nous devons veiller à ce que des approches divergentes au niveau national n'entravent pas les échanges et la libre circulation des biens et des services, ce qui risquerait de porter préjudice aux entreprises et de nuire aux échanges commerciaux.» (dm/mp)



La réussite du nouveau cadre de l'Union européenne en faveur des Roms est entre les mains des États membres

Après avoir tiré les leçons des lacunes du [précédent cadre de l'UE en faveur des Roms](#) qui s'est déployé durant la dernière décennie, la Commission européenne est déterminée à atteindre les grands objectifs du nouveau cadre stratégique, en s'employant à réduire de moitié au moins, d'ici à 2030, les retards dont souffrent ces populations en raison des discriminations et de l'exclusion socio-économique dont elles sont victimes. Toutefois, pour obtenir des résultats tangibles, le rôle des États membres est essentiel. Sans stratégies nationales efficaces ni mesures pragmatiques, le nouveau cadre risque d'échouer de la même manière que son prédécesseur.

Les participants à une audition en ligne sur le thème «Le nouveau cadre de l'UE en faveur des Roms: points de vue et attentes concernant l'avenir des communautés roms» ont souligné que, si la stratégie précédente avait manqué à obtenir de bons résultats, cela tenait à la situation politique prévalant dans certains États membres et à un manque de soutien de la part de ceux-ci.

Le [nouveau cadre en faveur des Roms](#) repose sur une approche axée sur trois piliers, à savoir l'égalité, l'inclusion et la participation, qui viennent compléter l'intégration socio-économique des Roms marginalisés figurant dans le cadre précédent tout en réformant considérablement ce dernier.

Le nouveau cadre pour les Roms est extrêmement méritoire, mais le problème de mise en œuvre reste le même qu'auparavant.

Isabela Mihalache, du réseau ERGO, s'est félicitée du fait que le nouveau cadre prévoie diverses synergies et un certain nombre de politiques complémentaires au niveau de l'UE, tout en relevant que les

engagements minimaux communs des États membres restaient quant à eux assez généraux.

Bernard Rorke, du Centre européen des droits des Roms (ERRC), a lancé une mise en garde: «Sans l'avènement d'une justice exempte de préjugés à l'encontre des citoyens romanis, ce cadre échouera exactement de la même manière que son prédécesseur.»

Dans le même ordre d'idées, **Florin Botonogu**, du Centre politique pour les Roms et les minorités de Bucarest, a souligné avec emphase que les solutions se devaient d'être réalistes.

Alfredas Jonuška, président du groupe d'étude thématique du CESE sur l'intégration des Roms, a encouragé les organisations de la société civile et les ONG à se faire entendre, sachant que, si des progrès ont certes été accomplis, la tâche à accomplir reste immense. (at)



[#Journée de l'Europe 2021 – Plus que jamais, le CESE change la donne](#)

Cette année, c'est en ligne que le CESE, la maison de la société civile organisée européenne, a célébré la Journée de l'Europe. Avec toute une palette d'activités proposées sur son site internet, le Comité a célébré l'Union européenne, et plus précisément, le 71^e anniversaire de la déclaration Schuman, qui marque le point de départ de l'intégration européenne. Il a choisi, en ces temps difficiles, de mettre en avant le rôle décisif et unique que jouent en Europe les organisations de la société civile, que ce soit par leur engagement en faveur de la relance ou par leur action cardinale pour faire face à nos difficultés quotidiennes.

Le riche programme de la journée comprenait [des discussions en ligne](#), [une visite virtuelle à 360°](#) du siège du Comité, et tout un éventail d'activités interactives qui ont permis aux visiteurs et aux visiteuses de mieux connaître le fonctionnement du CESE, sa fonction consultative dans le processus décisionnel européen ou encore les activités de ses membres.

Le Comité a également organisé un [webinaire](#) sur le thème «La démocratie participative en action: un pilier indispensable de la Conférence sur l'avenir de l'Europe», animé par **Cillian Lohan**, vice-président chargé de la communication, lors duquel les membres du CESE **Milena Angelova**, **Tatjana Babrauskienė**, **Miroslav Hajnoš**, **Violeta Jelić** et **Elena Sinkevičiūtė** ont discuté de la manière dont les organisations de la société civile européenne pourraient accroître leur rôle au niveau européen et donner plus de poids à leurs précieuses contributions.

Nous attendons déjà avec impatience l'année prochaine, lorsque la Journée portes ouvertes du CESE offrira au public l'accès à notre siège, le bâtiment Jacques Delors, en plein cœur du quartier européen de Bruxelles! (mp)



Le CESE soutient les initiatives visant à réduire les risques liés aux pesticides, tout en insistant sur la nécessité de trouver d'autres solutions rentables

En ce qui concerne l'utilisation des produits phytopharmaceutiques (PPP / pesticides) dans l'agriculture, l'Union européenne s'est dotée de réglementations comptant parmi les plus strictes au monde. Toutefois, bien d'autres actions peuvent encore être entreprises pour parvenir à une plus grande convergence réglementaire en vue de réduire les risques liés à l'utilisation des PPP et de garantir la fourniture d'aliments sains et sûrs à une population mondiale en augmentation constante.

Afin de contribuer à l'évaluation, par la Commission européenne, de la [directive 2009/128/CE](#) sur l'utilisation durable des pesticides, le Comité économique et social européen (CESE) a adopté un [rapport d'information](#) sur ce sujet.

Plus de dix ans après sa mise en œuvre, il est essentiel de déterminer si la directive est adaptée à son objectif.

Si des progrès significatifs ont été constatés dans le domaine de la manipulation et du traitement des pesticides, le manque de connaissances adéquates reste le principal obstacle à leur utilisation optimale.

La directive présente également des faiblesses en ce qui concerne le suivi et le respect de l'application de ses dispositions, ainsi qu'en raison de l'absence de sanctions efficaces à l'encontre des États membres contrevenants.

Bien que les agriculteurs européens restent fermement déterminés à passer à des pratiques agricoles plus durables, on s'accorde généralement à dire qu'il manque des solutions de substitution et de nouvelles technologies qui soient suffisamment rentables pour assurer un entretien idéal des cultures.

«Nous avons besoin d'une approche globale et ambitieuse afin de créer un cadre législatif qui nous permette de traiter l'utilisation des pesticides de manière cohérente, systématique et scientifique», a souligné **José Manuel Roche Ramo**, rapporteur du CESE. (mr)



Le CESE plaide en faveur d'une mise en œuvre rapide, uniforme et sûre du certificat COVID-19 de l'UE

Après plus d'une année de «gel» de la liberté de circulation des personnes, l'une des valeurs fondamentales de l'UE, le certificat COVID-19 de l'UE, nouveau nom du «certificat vert numérique» proposé par la Commission, ouvre la voie à la libre circulation en toute sécurité en Europe. Pour autant que les droits fondamentaux et les impératifs de la protection des données soient pleinement respectés, le CESE salue l'instauration de ce certificat, car il offre une norme commune d'excellente qualité pour réduire au maximum la complexité des démarches que les passagers doivent effectuer à l'occasion de leurs voyages et pour faciliter leurs déplacements.

Le CESE estime dans son [avis](#) que le certificat facilitera les déplacements des passagers, bien que la proposition de règlement ne prévoit aucune obligation ni droit en matière de vaccination. **Georges Vernicos**, rapporteur de l'avis, souligne que «ce certificat se doit d'être transparent et de préserver notre vie privée».

Les aspects sociaux et éthiques doivent être pris en compte

Le document ne se contentera pas d'établir que son détenteur a été vacciné contre la COVID-19: il fournira également les résultats des tests PCR que celui-ci a effectués à une date récente, ainsi que des informations concernant sa guérison d'une infection par le coronavirus SARS-CoV-2.

Il appartient aux autorités nationales d'en assurer la mise en œuvre rapide à titre gratuit, sans discrimination d'aucune sorte. Le CESE fait également valoir que le certificat ne peut aboutir à créer des discriminations sur le lieu de travail ni ouvrir la porte à un moins-disant salarial fondé sur le recrutement de travailleurs vaccinés de pays tiers.

Il s'impose d'accorder une attention particulière à la protection des données, et il est dès lors capital que les États membres disposent de systèmes interopérables qui garantissent tous un même degré de rigueur en la matière. (at)



L'Union européenne, acteur mondial après la pandémie – la voie à suivre

La pandémie de COVID-19 a provoqué un ralentissement de l'activité au sein de nombreux secteurs de l'économie et elle donne lieu simultanément à une transformation importante de l'équilibre des forces dans le monde. Dans ce contexte, l'Union européenne recherche une stratégie appropriée pour consolider son rang d'acteur économique mondial au moyen de politiques visant à renforcer le rôle international de l'euro, à accroître la résilience des infrastructures de ses marchés financiers et à mieux appliquer les sanctions qu'elle impose à des pays tiers.

Face à ces perspectives, la Commission européenne a présenté sa communication sur le [*Système économique et financier européen: favoriser l'ouverture, la solidité et la résilience*](#), dans le but de mieux permettre à l'Europe de jouer un rôle de premier plan au sein du système

économique et financier mondial, tout en la protégeant contre les pratiques déloyales et abusives de pays tiers et d'entreprises qui y sont établies. Le [Comité économique et social européen](#) (CESE) a organisé une audition publique qui s'est attachée à analyser la teneur de cette communication, dans le dessein d'élaborer un avis sur la question.

Dans son intervention liminaire, **Danuta Maria Hübner**, députée au Parlement européen et rapporteure pour le dossier sur le [renforcement du rôle international de l'euro](#), a également expliqué que «les mutations géopolitiques et les défis mondiaux, notamment la pandémie de COVID-19, ont mis en lumière la nécessité de renforcer la résilience de l'économie de l'Union européenne», avant d'ajouter qu'«une liquidité accrue du système financier de l'Union tendrait à favoriser un rôle international plus affirmé de l'euro et pourrait également contribuer à réduire la vulnérabilité face à de futures crises».

Tomasz Wróblewski, rapporteur de l'avis du CESE sur le [*Système économique et financier européen: favoriser l'ouverture, la solidité et la résilience*](#), a résumé les principaux éléments du débat: «Il nous faut des mesures audacieuses et inventives pour renforcer le rôle international de l'euro. Il s'agira d'un élément crucial pour remettre notre économie sur la voie de la croissance dans le monde d'après la pandémie». (dgf)



Un cadre juridique à l'échelle européenne pour protéger les droits des personnes LGBTIQ

Partout en Europe, les personnes LGBTIQ subissent des discriminations qui affectent leurs performances scolaires, leurs perspectives d'emploi, leur bien-être, voire l'exercice de leurs droits fondamentaux, tels que la liberté de circulation au sein de l'UE.

Afin de remédier à cette situation, [le Comité économique et social européen \(CESE\)](#) propose, dans un avis adopté lors de sa session plénière d'avril, de réglementer, de façon non discriminatoire, la notion de «famille» à l'échelle de l'UE.

L'avis accueille favorablement la [stratégie en faveur de l'égalité de traitement à l'égard des personnes LGBTIQ pour la période 2020-2025](#) adoptée par la Commission européenne, qui vise à réduire la

discrimination des personnes LGBTI et à garantir leur sécurité et leurs droits fondamentaux dans l'UE grâce à l'adoption de mesures législatives au niveau européen.

Le rapporteur de l'avis, **Ionuț Sibian**, a souligné que cette stratégie arrivait à point nommé et s'est félicité du courage de la Commission européenne, qui adopte ce document «dans un contexte où l'homophobie et la transphobie sont en hausse au niveau européen».

Le texte adopté préconise que tous les États membres reconnaissent une définition de la notion de «famille» afin de garantir, dans l'ensemble de l'UE et tout particulièrement dans les situations transfrontalières, le respect des droits des «familles arc-en-ciel». Le CESE exhorte également l'Union européenne à établir des lignes d'action relatives aux politiques actives d'emploi afin que les États membres élaborent des plans nationaux pour l'emploi incluant des mesures conçues spécifiquement pour les personnes LGBTIQ, et demande que tous les États membres interdisent les pratiques et thérapies dites de «conversion». (dgf)



La mobilité de l'Union européenne doit être durable et intelligente

L'avenir des transports européens doit être durable, social et intelligent: c'est tout l'enjeu d'un secteur qui avait déjà connu des mutations en profondeur au cours de ces dernières années, avant d'être durement touché par la pandémie de COVID-19. **Au cours du débat tenu le 28 avril dernier à l'occasion de la session plénière, au sujet de la nouvelle stratégie de la Commission en matière de transport, Christa Schweng, présidente du CESE, a indiqué que l'Europe avait besoin d'une vision pour se définir après la crise sanitaire**

actuelle; dans le secteur des transports, cette vision comprendrait une mobilité durable, intelligente et résiliente.

Adina Vălean, commissaire européenne chargée des transports, a souligné sur la même longueur d'onde que la pandémie n'avait pas modifié la vision globale de la Commission en matière de transports: cette vision, solidement ancrée dans le pacte vert pour l'Europe, repose sur les piliers que sont la décarbonation et la numérisation.

Le CESE soutient l'approche générale consistant à aligner la stratégie de mobilité durable et intelligente de la Commission sur les objectifs du pacte vert pour l'Europe. Toutefois, dans l'avis élaboré par **Stefan Back** et **Tanja Buzek**, et adopté le 27 avril 2021, le CESE se demande si cette approche permet de trouver un juste équilibre entre les mesures techniques et l'action politique en matière de transports.

Nombre des actions proposées concernant la durabilité et la numérisation ont des retombées considérables sur le marché unique et sur les travailleurs du secteur des transports. Malheureusement, la stratégie n'accorde pas une attention suffisante à ces aspects, ce qui pourrait compromettre sa bonne mise en œuvre. En outre, une transformation durable et numérique des transports de l'Union européenne ne sera possible que si l'on peut rendre plus compétitifs l'ensemble de ce secteur et la base industrielle de l'Union liée à celui-ci. (mp)



Développement territorial des zones rurales: pour le CESE, cette tâche ne saurait reposer sur la seule PAC

Nous devons empêcher que ne se creusent davantage les écarts entre zones rurales et urbaines et mieux coordonner les politiques pour enfin les combler. La nouvelle PAC ne saurait à elle seule rééquilibrer ces espaces étroitement liés. Pour que l'Europe prenne réellement les inégalités à bras-le-corps, il nous faut mobiliser un arsenal plus large d'actions et d'instruments de financement.

Dans [un rapport d'information](#) adopté en plénière au mois d'avril dernier, le CESE a produit, à la demande de la Commission, une évaluation complémentaire qui dresse le bilan des divers instruments et mesures mis en place au titre de l'actuelle politique agricole commune (PAC) 2014-2020 et analyse dans quelle mesure chacun d'entre eux a contribué au développement des territoires ruraux.

Sur la base de consultations effectuées dans cinq États membres sélectionnés (France, Hongrie, Irlande, Italie et Espagne), le CESE a cherché à comprendre comment la PAC pourrait contribuer plus efficacement à réduire les déséquilibres sociaux et économiques observés dans les zones rurales.

Manque de cohérence entre les politiques européennes

Si la PAC est certes la principale politique de financement et de maintien de l'emploi dans l'agriculture, d'autres programmes de financement existants, qui lui sont complémentaires, ont un rôle cardinal à jouer.

Toutefois, la cohérence avec d'autres politiques européennes, nationales et locales n'a pas été jugée optimale sur les différents plans de la politique sociale, de la politique alimentaire, de la politique environnementale, de la recherche et de l'innovation ou encore du commerce. La durabilité environnementale, économique et sociale doivent avancer de concert.

Recommandations pour la future PAC

Parmi toutes les mesures de la PAC, le programme Leader et le développement local participatif sont apparus comme celles qui sont potentiellement les plus porteuses. Toutefois, il conviendrait de leur allouer des ressources beaucoup plus conséquentes. *«Il est crucial d'associer les organisations de la société civile pour garantir un fonctionnement optimal des programmes, et s'assurer que les besoins locaux sont dûment pris en compte»*, a fait observer Piroska Kállay, la rapporteure du CESE.

L'agriculture sociale a également été évaluée comme une mesure efficace dans le cadre de la PAC 2014-2020 et qui mérite d'être davantage soutenue.

Dans les zones rurales, les mesures de la PAC n'ont pas eu un impact positif sur l'emploi qui soit à la hauteur des attentes de la plupart des États membres. Dans les pays visités, plusieurs parties prenantes ont fortement souligné l'importance de la conditionnalité sociale. *«Les droits du travail et des conditions de travail décentes doivent donc être garantis par un mécanisme de conditionnalité sociale dans le financement de la PAC»*, a conclu M^{me} Kállay.

Il faudrait aussi mettre en place un observatoire du développement rural. (mr)

NOUVELLES DES GROUPES



Les plans de relance de l'Union européenne doivent répondre aux défauts mis en évidence par la crise de la COVID-19

Par le groupe des employeurs du CESE

Ce mois-ci, la Commission européenne a dévoilé sa stratégie industrielle qui était très attendue. Mais, plus que de stratégies, les entreprises ont surtout besoin d'une action rapide pour aider l'Europe à retrouver sa compétitivité et sa croissance.

À l'heure actuelle, la croissance économique de l'Europe accuse un énorme retard par rapport à celles des États-Unis et de la Chine. Et même si les prévisions de printemps 2021 de la Commission semblent plus optimistes, les employeurs sont persuadés que l'activité économique ne va pas revenir du jour au lendemain à son niveau d'avant la crise.

Il n'existe pas de secret qui permette de retrouver la croissance et la compétitivité. Les plans de relance doivent répondre aux défauts mis en évidence par la crise liée à la pandémie. Il faut résoudre le problème de dépendance excessive à l'égard de certaines chaînes d'approvisionnement. Nous avons besoin de davantage de diversification pour maintenir et développer une nouvelle compétitivité.

Par ailleurs, il est nécessaire d'avoir un écosystème d'innovations plus cohérent qui permette aux PME de participer et qui améliore l'accès des régions moins bien situées pour se remettre des graves conséquences économiques de la pandémie. En plus d'innovations, l'industrie doit disposer d'une énergie bon marché qui pourrait être obtenue en développant de nouveaux modèles pour le marché de l'électricité et en favorisant la transition énergétique vers des carburants plus propres.

Enfin, la population et les entreprises doivent s'approprier ce programme de transformations pour la relance. Le processus pourra accélérer seulement si chacun est disposé à s'engager dans la transition. Il n'y a pas de temps à perdre et, sans le soutien de la société, aucune stratégie ne pourra aboutir.

Maintenant que nous disposons d'une stratégie, nous devons à nouveau saisir l'urgence du changement, surtout si nous voulons atteindre les plus hauts niveaux possibles de croissance et de compétitivité. Le combat sera difficile, mais nous devons le gagner.

Le CESE est en train d'élaborer un avis sur le thème de l'«Actualisation de la nouvelle stratégie industrielle», dont la rapporteure est Sandra Parthie, et nous sommes confiants: ce travail apportera des arguments solides pour convaincre tant le Parlement que le Conseil. Cette étape essentielle nous permettra de passer de la stratégie à l'action.



L'appel de la catégorie «La voix des travailleurs»: c'est maintenant qu'il faut agir pour renforcer les droits de participation des travailleurs

Par le groupe des travailleurs du CESE

«C'est le moment ou jamais de réclamer un renforcement des droits de participation des travailleurs», a déclaré Oliver Röpke, président du groupe des travailleurs, alors qu'il évoquait, d'une part, l'appel des citoyens à rendre la conférence sur l'avenir de l'Europe plus démocratique et, d'autre part, l'engagement des

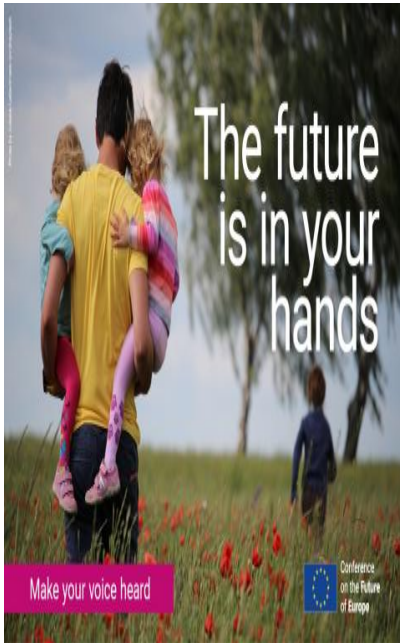
dirigeants politiques, lors du sommet social de Porto, à mettre en œuvre le plan d'action relatif au socle européen des droits sociaux.

C'est par ces paroles introductives que M. Röpke a ouvert, le 19 mai 2021, la toute première réunion d'une nouvelle catégorie du CESE, à laquelle ont participé des membres du groupe des travailleurs, intitulée «La voix des travailleurs pour une participation plus démocratique».

Il convient d'établir un cadre solide au niveau de l'Union européenne afin d'imposer l'information, la consultation et la participation des travailleurs dans les processus décisionnels des entreprises; il s'agit là d'une condition essentielle pour assurer une transition écologique et numérique équitable. Cette nécessité a été mise en lumière par les graves menaces qui pèsent sur les droits de participation des travailleurs, à savoir, notamment, les restructurations d'entreprises, la délocalisation d'emplois vers l'Asie ou l'introduction de nouvelles technologies ou de processus liés à l'intelligence artificielle; autant de facteurs qui pourraient entraîner un changement radical des profils professionnels au sein d'une entreprise ou encore de nombreux licenciements, sans que les travailleurs, qui sont les plus affectés par ces changements, n'aient la possibilité de participer à la prise des décisions.

Comme l'ont souligné plusieurs membres, faisant allusion aux récentes atteintes aux négociations collectives, d'autres menaces émanent d'une volonté des gouvernements de restreindre les droits des travailleurs et d'affaiblir le rôle des partenaires sociaux dans la prise de décisions économiques et politiques. La création de cette catégorie du CESE coïncide avec une initiative du Parlement européen visant à renforcer la démocratie au travail. Gabriele Bischoff, ancienne présidente du groupe des travailleurs et rapporteure du Parlement européen pour le rapport intitulé «La démocratie à l'œuvre: un cadre européen pour les droits de participation des travailleurs et la révision de la directive sur le comité d'entreprise européen», a présenté son texte, actuellement en cours de préparation, et a souligné que la résilience et la démocratie au travail constituaient des éléments incontournables d'une entreprise durable.

La catégorie «La voix des travailleurs pour une participation plus démocratique» fera office de forum où ces questions pourront être examinées avec les institutions européennes, les partenaires sociaux et d'autres parties prenantes, l'objectif étant d'inscrire le thème du renforcement de la démocratie au travail parmi les priorités politiques de l'Union et d'encourager son intégration dans les travaux du CESE.



Une occasion de mettre la société civile aux commandes

Par Séamus Boland, président du groupe «Diversité Europe»

La conférence sur l'avenir de l'Europe offre une occasion aux citoyens et aux organisations de la société civile de s'exprimer et de définir ce que sera l'avenir. Elle donne également la possibilité d'instaurer un changement durable et centré sur l'être humain.

Le groupe «Diversité Europe» attache une importance toute particulière à trois aspects:

En premier lieu, ce processus est une occasion de **façonner l'avenir!** C'est une occasion de mettre la **société civile solidement aux commandes!** Nous voulons que, grâce à la conférence, les autorités

européennes et nationales **reconnaissent** véritablement que **les organisations de la société civile sont les gardiennes du bien commun**, qu'elles sont parties prenantes au processus **de recherche de solutions**, et que la société civile joue un rôle fondamental dans le renforcement de la confiance, dans la formation de l'opinion publique, et en tant qu'acteur positif du changement.

En deuxième lieu, la conférence sur l'avenir de l'Europe est une occasion d'opérer **une transformation dans les mentalités**, un changement de perspectives où l'avenir et la relance après la pandémie de COVID-19 iront de pair avec les **objectifs de cohérence des politiques et de développement durable**. **La réduction de la pauvreté** est, naturellement, le premier des objectifs de développement durable et elle doit être au cœur de notre avenir.

En troisième lieu, toute discussion sur l'avenir de l'Union européenne doit tenir compte du fait que la pandémie a incité les citoyens à **davantage de respect** des **valeurs** de solidarité, de justice sociale, de coopération intergénérationnelle, d'égalité entre les femmes et les hommes, de transitions écologique et numérique justes. Le moment est venu de **mobiliser le soutien public en faveur de ces valeurs**, pour **repenser nos modèles de croissance et de gouvernance**, de construire une société plus égalitaire fondée sur le bien-être des citoyens, d'adopter de nouvelles définitions de ce bien-être et du développement qui vont au-delà du PIB, tout en respectant les avis et les droits des citoyens.

Pour vous exprimer: <https://futureu.europa.eu/?locale=fr>

#TheFutureIsYours

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS

Nouvelle brochure: Respect et dignité au CESE



Le Comité économique et social européen (CESE) a publié une nouvelle brochure intitulée «Respect et dignité au CESE» qui est disponible [ici](#).

La brochure contient des informations sur le [code de conduite](#) révisé, adopté en janvier dernier, et donne des conseils pratiques concernant le comportement respectueux et éthique au CESE, la manière d'éviter les situations de harcèlement et les personnes à contacter si nécessaire, dont le comité d'éthique.

Cette publication démontre que le CESE reste profondément attaché à des principes éthiques élevés, à l'intégrité et à des méthodes de travail modernes et transparentes. (mwj)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)
Aude François (af)
Chloé Lahousse (cl)
Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)

Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Nicola Accardo (na)
Pablo Ribera Paya (prp)
Stefano Martinelli (sm)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Katerina Serifi (ks)

Technical support
Bernhard Knoblach (bk)

Adresse

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

06/2021